

Déjeuner de la Chambre de commerce d'Orléans

Le jeudi 14 juin 2005 (Midi)

L'année 2005 est certainement une étape historique pour Ottawa, puisqu'elle marque le 150^e anniversaire de la ville.

La façon dont la vie se déroulait jadis dans la région a suscité de nombreuses réflexions.

Le mercredi 9 août 1871 figurait dans les manchettes de l'Ottawa Times un article sur les marchés. Non pas sur les marchés boursiers, mais plutôt sur les marchés agricoles locaux. Un certain M. Evans de Gloucester avait vendu un chargement d'avoine 50 cents le boisseau.

Si vous souhaitiez acheter des œufs, vous deviez payer dix cents la douzaine.

Le quotidien rapportait également des nouvelles sur le Bytown and Prescott Railway, un chemin de fer alors récemment construit, sur quelques actes criminels, qui se résumaient généralement à des vols de chevaux ou aux frasques d'ivrognes quelconques, et sur les nombreuses fermes à vendre, surtout dans le canton de Gloucester.

Comme vous pouvez le constater, Bytown avait déjà à l'époque ses propres préoccupations sur le plan de la croissance, du transport en commun et des affaires.

Nous sommes maintenant en 2005 et voilà que notre communauté et notre municipalité doivent aussi trouver un moyen efficace de composer avec la croissance explosive qui caractérise le siècle actuel.

Il n'y a pas si longtemps (35 ans environ), le canton de Gloucester était annexé à l'administration régionale avec ses quelque 16 000 résidents.

Au cours des cinq dernières années seulement, le secteur Est d'Ottawa s'est enrichi de 16 000 résidents et d'environ 5 000 nouvelles maisons et unités d'habitation.

Les difficultés auxquelles nous faisons face il y a 35 ans ainsi que les mesures que nous avons prises pour les surmonter ont évolué à une vitesse folle, nous obligeant à trouver des solutions modernes pour devancer la croissance urbaine.

L'expansion de l'O-Train est un aspect essentiel de notre préparation à la croissance future d'Ottawa.

Cette initiative constituera le plus important projet de construction jamais entrepris dans la capitale.

Bon nombre d'entre vous se souviennent sans doute de l'annonce faite en mai 2004 par laquelle les gouvernements provincial et fédéral s'engageaient à verser 400 millions de dollars pour financer l'expansion de l'O-Train.

Chaque jour, l'axe nord sud de l'O Train transporte jusqu'à 10 000 passagers sur une distance de huit kilomètres, depuis Bayview jusqu'à Greenboro, un itinéraire qui, à l'origine, ne devait desservir quotidiennement que 5 000 passagers.

La bonne nouvelle, c'est que nous ne nous limiterons pas à un axe nord sud. La semaine dernière, en effet, le Conseil municipal d'Ottawa a approuvé les lignes directrices établies dans le cadre de l'évaluation environnementale sur le réseau de train léger qui pourrait éventuellement relier Orléans à Kanata. De plus, le contrat de services d'experts-conseils pour cette évaluation environnementale a déjà été conclu.

Nous travaillons aussi rapidement que nous le pouvons pour offrir le service de train léger d'est en ouest. L'évaluation environnementale est déjà fort avancée et nous serons en mesure d'étudier un ensemble de recommandations sur le tracé privilégié et les meilleures technologies dès que l'étude sera terminée.

En outre, nous tiendrons cet automne des séances de consultation publique où les résidents pourront s'exprimer sur le trajet et l'emplacement des stations qui leur semblent les plus appropriés.

Cette première étude vise à évaluer les divers itinéraires possibles depuis l'est de Blackburn Hamlet jusqu'au Transitway de Cumberland. (Ce segment de l'axe est ouest commencerait au sud du chemin Innes et se terminerait au chemin Trim.) Nous examinerons également le secteur au sud de Blackburn Hamlet.

À la demande expresse du Conseil municipal, l'évaluation environnementale se penchera dès 2006 sur le corridor de la rue Rideau et du chemin de Montréal. Ce volet de l'évaluation aura pour objectif d'étudier tous les tracés possibles dans Ottawa Est et de consulter la population de ce secteur afin de déterminer ce qui lui convient le mieux.

Il est permis de penser que nous aurons bel et bien un service de train léger dans l'Est d'Ottawa d'ici cinq ou six ans.

Un réseau de transport en commun de calibre mondial est essentiel à toute ville moderne :

- essentiel pour devancer la croissance urbaine;
- essentiel à la qualité de vie;
- essentiel à la protection de l'environnement;
- essentiel au maintien d'une économie concurrentielle.

En outre :

- Les entreprises ne peuvent se permettre de voir le transport de leur marchandise et la prestation de leurs services ralentis par la congestion routière.
- De telles situations se soldent par une perte de productivité et d'occasions d'affaires.

Partout au Canada, les villes et, en particulier, les grandes agglomérations urbaines, font face à une crise au chapitre des infrastructures.

Les maires de certaines grandes localités ont toutefois accompli de remarquables progrès en obtenant des gouvernements fédéral et provincial qu'ils contribuent à atténuer la pression financière exercée sur les villes en mettant sur pied le Nouveau pacte pour les municipalités.

Dans son dernier budget, le gouvernement fédéral a annoncé d'autres bonnes nouvelles aux municipalités : il leur accordera en effet une part additionnelle de ses recettes provenant des taxes sur l'essence. Ainsi, quelque 15 millions de dollars s'ajouteront au budget des immobilisations annuel d'Ottawa.

De plus, dans le cadre du Nouveau pacte, la Ville recevra non seulement une partie des recettes générées par les taxes sur l'essence, mais aussi le remboursement de la taxe sur les produits et services (TPS), soit un montant total de 60 millions de dollars cette année, qui s'élèvera à 80 millions de dollars par an en 2006.

Malgré ces nouvelles rentrées, les villes seront toujours aux prises avec un déficit.

Cela signifie que nous devons trouver des moyens créatifs de financer et de mener à bien des projets communautaires qui répondront aux besoins de nos résidents et de nos entreprises et nous permettront de maintenir notre qualité de vie élevée.

C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire grâce à notre bureau des partenariats entre les secteurs public et privé.

J'ai défendu avec ferveur l'idée d'un bureau chargé de tels partenariats et la création de ce bureau est attribuable au Conseil municipal de la Ville d'Ottawa, qui a respecté son engagement à construire les nouvelles installations différemment dans cette communauté.

Ces projets « trois p » entrepris à Ottawa ont généré des investissements totalisant presque 100 millions de dollars.

Parmi ces projets, notons :

- le nouveau Sensplex, un complexe sportif doté de quatre patinoires et situé à Kanata;
- le nouveau Centre de soins de longue durée Gary J. Armstrong, sur l'île Porter;
- l'ajout de deux patinoires au Centre Ray Friel, à Orléans;
- la construction d'un nouvel aréna dans le secteur de West Carleton;
- la construction à Orléans du nouveau Thunderdome, centre de soccer et de loisirs intérieurs; et
- le lancement d'un processus d'appel d'offres pour la construction d'un centre des arts dans l'Est de la ville.

Notre bureau des « trois p » a été décrit comme « une innovation unique au Canada qui permet l'édification d'une ville en collaboration avec le secteur privé ».

J'ai beaucoup insisté pour que l'on mette en place le bureau des partenariats public-privé et je tiens à féliciter le Conseil municipal de l'engagement sérieux qu'il a pris d'aider à concrétiser des projets communautaires importants en misant sur de nouvelles méthodes d'approche.

La Ville d'Ottawa continue d'aller de l'avant en collaborant avec des entreprises à d'autres niveaux :

- En partenariat avec des spécialistes de l'aménagement, nous avons mis en œuvre le « Projet d'examen en temps voulu » afin d'accélérer le traitement des demandes d'aménagement selon des délais établis.
- En partenariat avec des entreprises rurales, principalement, nous avons mis sur pied un Sommet rural pour composer avec la réglementation superflue en secteur rural et résoudre certains problèmes liés aux formalités administratives et aux règlements qui touchent les propriétaires de petites entreprises.

Le Sommet rural devrait avoir pour slogan : « Il n'y a pas de solution universelle ».

À mon bureau, nous avons créé l'Équipe Ottawa pour nous assurer que la capitale figurera toujours parmi les hôtes possibles des événements et des rassemblements à caractère culturel ou sportif. (Patinage Canada tiendra son championnat canadien à Ottawa en janvier 2006.)

Nous avons appris récemment qu'Ottawa serait l'hôte d'au moins six matchs pendant la coupe du monde de soccer 20 and under, qui attire environ 450 millions de téléspectateurs.

Et que dire du soutien que nous apportons aux entreprises locales en contribuant à accroître leurs revenus nets.

En effet, la Ville consacre chaque année plus de 500 millions de dollars à l'achat de biens et de services de fournisseurs locaux et s'efforce d'en faire profiter davantage les petites entreprises.

Le Conseil municipal a approuvé la création du Comité consultatif sur les affaires, qui fournira à la Ville de précieuses suggestions sur diverses questions, depuis le budget municipal jusqu'au développement économique.

L'évaluation des taxes foncières est l'un des dossiers sur lesquels se penchera le Comité consultatif.

Je l'ai déjà dit et je le répète : le système d'impôt foncier ne fonctionne pas.

Ni pour les petites entreprises

ni pour les propriétaires de maison

Tous les propriétaires de petites entreprises ici présents devraient retenir la séquence suivante :

62-41-26-15 , et il ne s'agit pas d'une stratégie concoctée par les Renegades d'Ottawa.

Je le répète une fois de plus :

62-41-26-15

Je m'explique.

62 est le pourcentage de toutes les petites et moyennes entreprises à Ottawa qui auraient dû bénéficier l'an dernier d'une baisse d'impôt foncier mais n'y ont pas eu droit parce que le système d'imposition est défectueux. En vertu des règles de ce système, en effet, les revenus libérés par la baisse d'impôt foncier ont été récupérés.

41 représente le nombre de millions de dollars qui ont été récupérés auprès des petites et moyennes entreprises.

26 est le nombre de millions de dollars qui, sur les 41 millions récupérés, ont permis de diminuer l'impôt foncier pour 300 édifices à bureaux à Ottawa.

Et 15 représente le nombre d'immeubles à bureaux parmi les plus imposants du centre ville qui ont le plus bénéficié des fonds récupérés, recevant près de 20 millions de tout l'argent recouvré auprès des propriétaires de bâtiments commerciaux plus modestes.

Voici un exemple réel et actuel parmi de nombreux autres, qui montre à quel point le système provincial d'évaluation des taxes foncières est inefficace :

Si une propriété commerciale est évaluée à 620 000 \$, son propriétaire devrait payer approximativement 24 000 \$ en taxes foncières. Pour deux propriétés évaluées au même montant, le premier propriétaire verse 38 900 \$ et le second, 5 500 \$. Aucune municipalité n'est en mesure de résoudre ce problème.

Voici donc l'état actuel du nouveau système d'impôt foncier et ses répercussions sur les petites entreprises six ans après sa mise en œuvre.

Pour plus de 5 000 propriétés commerciales qui devraient avoir droit à une diminution de l'impôt foncier, 92 p. 100 (soit la quasi-totalité) des revenus libérés par cette baisse sont récupérés pour pallier le déficit.

Il n'est donc pas étonnant que les propriétaires de petites entreprises se sentent surimposés. Même lorsqu'ils attendent un allègement fiscal, les revenus libérés leur sont retirés.

Nous avons besoin d'un système juste et équitable pour toutes les catégories de contribuables.

C'est le message que j'ai transmis au ministre des Finances, Greg Sorbora, lors d'une rencontre tenue il y a quelques mois à son bureau de Queen's Park, et que je lui ai répété la fin de semaine dernière lorsque j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec lui.

Toutefois, en dépit des défis, notre économie locale continue de prospérer :

- Nous avons créé plus de 25 000 emplois l'année dernière.
- Le taux de chômage à Ottawa est à son niveau le plus bas depuis quatre ans.
- Nous connaissons de façon ininterrompue depuis cinq ans des niveaux record de construction.
- Et les finances de la Ville sont florissantes.

En effet, Ottawa a obtenu la cote triple A de Moody's Investors Service, c'est-à-dire la cote la plus élevée qui soit.

Son classement surpasse ainsi celui de Montréal, de Toronto, de l'Ontario et de Hydro One.

Dans son dernier rapport, Moody's déclare que la cote triple A d'Ottawa est étayée par un faible fardeau d'endettement, une bonne rigueur financière et un engagement sérieux à l'égard de la planification financière à long terme.

En janvier dernier, Ottawa a pu ajouter la somme de 200 millions de dollars à ses réserves à long terme en acceptant, par suite d'une demande d'Hydro Ottawa, le remboursement d'un billet à ordre émis par la Ville.

En outre, grâce au travail de Kent Kirkpatrick et de son équipe, les coûts administratifs de la Ville ont été ramenés à 5,9 p. 100 de son budget total, contre 12,3 p. 100 pour l'ancienne Ville de Nepean et 12,1 p. 100 pour l'ancienne Ville d'Ottawa, pour ne citer que quelques exemples.

Dans notre budget de l'an dernier (2004), nous avons exercé des compressions de 28 millions de dollars dans l'administration et réalisé des économies de 50 millions de dollars au chapitre des programmes, notamment en abolissant 390 postes.

Cette année, les compressions touchant à l'administration s'élèvent à 9,5 millions de dollars.

Il semble qu'une fois de plus cette année, Ottawa est, parmi toutes les grandes municipalités ontariennes, la ville à imposer la hausse d'impôt foncier la plus faible.

Grâce au directeur municipal Kent Kirkpatrick, nous avons franchi des pas de géant à l'hôtel de ville en vue de mieux soutenir les entreprises.

Il s'agit d'un processus en continuelle évolution.

Nous poursuivons cependant tous le même objectif.

Nous voulons tous accroître la qualité de vie à Ottawa et à Orléans.

Je sais que nous pouvons collaborer ensemble à un dialogue positif afin d'y arriver.

Au cours des dernières années, nous avons accompli des progrès considérables.

À cet égard, j'aimerais parler quelques instants de l'île Petrie. Il y a plus de quatre ans, j'ai appuyé l'idée d'y aménager une plage.

Aujourd'hui, l'île Petrie est considérée comme l'un des joyaux les plus novateurs de la capitale, car elle contribue à la protection de l'environnement tout en offrant un lieu de divertissement convenant à toute la famille.

Cette année, les célébrations de la Fête du Canada tenues à l'île Petrie s'avéreront bien particulières puisque nous avons doté l'île d'une plage permanente et de nouvelles places de stationnement qui en feront un endroit des plus prisés.

En septembre dernier, nous avons entrepris les travaux d'agrandissement visant à ajouter deux patinoires au Centre Ray-Friel au coût de 13 millions de dollars. De plus, nos équipes de soccer de l'Est d'Ottawa sont comblées de pouvoir jouer toute l'année grâce au nouveau Thunderdome, ce centre de soccer et de golf intérieurs à la fine pointe de la technologie construit au coût de 3,5 millions de dollars sur le chemin Bearbrook.

Notre projet visant à créer un centre culturel et artistique dans l'Est d'Ottawa avance à grands pas.

Nous sommes à deux doigts de terminer les travaux de prolongement du chemin Innes, qui s'élèvent à 50 millions de dollars.

Et nous avons créé l'Équipe Ottawa Orléans, laquelle a forcé les représentants élus de tous les paliers de gouvernement à conjuguer leurs efforts pour trouver la meilleure façon dont nous pouvons collaborer tous ensemble pour créer davantage d'emplois et assurer la prospérité économique du secteur Est.

Nous travaillons en étroite collaboration avec votre député provincial, Phil McNeely, afin de résoudre dans les plus brefs délais le problème de congestion routière au point de séparation entre l'autoroute 417 et la route 174.

Nous avons réalisé d'importants progrès au chapitre de l'embellissement du boulevard Saint-Joseph, des canalisations ayant été installées l'an dernier en prévision de l'enfouissement des fils électriques.

L'entreprise Dibblee Construction entame présentement la pose d'un nouveau revêtement sur une importante partie du boulevard.

Nos conseillers municipaux de l'Est d'Ottawa se réjouissent à l'idée de collaborer à la nouvelle zone d'amélioration commerciale et il me tarde de travailler avec Peter Stewart.

Il ne devrait y avoir aucun doute dans votre esprit : moi, à titre de maire, de concert avec les conseillers des quartiers de l'Est, me suis engagé à promouvoir le développement du secteur Est de notre ville et nous pouvons déjà en voir les résultats. Hélas, je ne dispose pas du temps voulu pour aborder de nombreuses autres questions importantes, comme les grandes politiques environnementales. Je voudrais toutefois mentionner que le recyclage des pots et des couvercles en plastique reprendra à compter du 1er août.

Le Conseil municipal, l'administration et le public doivent tous relever le même défi : édifier non seulement une ville, mais aussi une capitale de calibre mondial.

Si nous avons établi de solides bases au cours des quatre dernières années en vue de bâtir cette nouvelle ville, il nous reste beaucoup à accomplir...

Merci!